

Contre les discriminations et le racisme, pour l'égalité des droits

Manifestons le samedi 22 mars

APPEL — MONTREUIL, LE 18 MARS 2025

LA JOURNÉE INTERNATIONALE pour l'élimination de la discrimination raciale est célébrée à l'initiative de l'ONU chaque année le 21 mars, pour commémorer ce jour de 1960 où, à Sharpeville (Afrique du Sud), la police a ouvert le feu et tué 69 personnes lors d'une manifestation pacifique contre la politique d'apartheid.

Aujourd'hui, le temps est à nouveau à se mobiliser, à refuser les discours et les pratiques racistes qui s'étendent sur tous les continents – mais aussi en France – et de défendre l'égalité des droits et la démocratie.

Le discours nationaliste visant à opposer les populations et les travailleurs·ses en fonction de l'origine, de la couleur de peau, de la religion est une vieille recette de l'extrême droite.

Les politiques du bouc émissaire, désignant les étrangères comme responsable des difficultés et des angoisses, ont toujours accompagné la montée des fascismes.

La porosité entre l'extrême droite et certains membres du gouvernement est manifeste.

L'Union fédérale des syndicats de l'État CGT réitère sa condamnation de la loi de la honte, celle de 2024 dite « asile/immigration » qui a été votée par la représentation nationale y compris par le Rassemblement national même si différents articles ont été censurés par le Conseil constitutionnel.

Il n'est question que de « submersion migratoire », de remise en cause du droit du sol, et de politiques contre les travailleur·ses étrangères avec ou sans papiers. Les politiques publiques conduites depuis plusieurs années, que ce soit en termes d'accès aux droits sociaux, à la culture, au logement ou aux soins se déclinent aujourd'hui différemment selon l'origine ethnique, religieuse ou la nationalité.

Il en est de même des politiques en faveur de la formation, de l'éducation et plus largement de la jeunesse.

Face à ces représentations xénophobes et racistes, la CGT réaffirme que ni l'immigration ni l'origine des personnes ne sont la cause du mal-être, du déficit public ou de l'insécurité en France et en Outre Mer.

Les manœuvres qui tentent de créer des amalgames entre immigration et insécurité ne cherchent en réalité qu'à stigmatiser pour mieux diviser les citoyens.

C'est en revanche l'abandon de l'ensemble des politiques publiques, les inégalités sociales, la paupérisation et désertification de nos services publics, la précarité grandissante de l'ensemble des travailleurs, agent.es publics et privé.es d'emploi mais aussi leur stigmatisation par les différentes classes politiques qui divisent la société et ne participent qu'à un but: favoriser le capital et les plus riches.

Le climat lourd instauré par les discours des politiques et des médias contre les étrangères est une porte d'entrée à la remise en cause de l'État de droit et menace les libertés fondamentales de toutes et tous.

Tout cela participe encore à décomplexer la violence des militant.es d'extrême droite comme celles commises récemment à Paris et à Lyon, et les menaces contre les avocates et les juges.

En manifestant le samedi 22 mars 2025, l'UFSE réaffirmera aussi son attachement à l'État de droit dont le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, avait considéré qu'il n'était ni intangible ni sacré.

Ce même ministre a publié une circulaire qui repousse les personnes sans-papiers dans la clandestinité et la surexploitation dans l'emploi imposant un durcissement des conditions de séjour, de régularisation et ouvrant des possibilités supplémentaires d'expulsion.

C'est inacceptable ! Il y a besoin au contraire de régulariser et d'accorder des titres de séjour !

Il s'agira aussi de réaffirmer l'urgence d'engager les moyens nécessaires à la mise en œuvre de services publics et d'une fonction publique garantissant les droits fondamentaux et la satisfaction des besoins de toutes et tous.

Il s'agira aussi de réaffirmer l'importance du statut général des fonctionnaires assis sur les principes de responsabilité, d'indépendance et d'égalité de traitement.

Face aux attaques incessantes racistes des porteurs de haine, ne nous laissons pas intimider, rassemblons-nous le 22 mars pour l'unité des travailleur·ses, pour l'égalité des droits et la défense des libertés.